

Les enjeux nord-sud des négociations internationales sur le climat

Thomas Spencer

Directeur Programme Energie Climat

thomas.spencer@iddri.org

Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

41 rue du Four – 75006 Paris - France

[**www.iddri.org**](http://www.iddri.org)

climat365

L'IDDRI VERS LA CONFÉRENCE PARIS CLIMAT 2015 (COP21)

CHRONIQUE

L'équité revient sur le devant de la scène

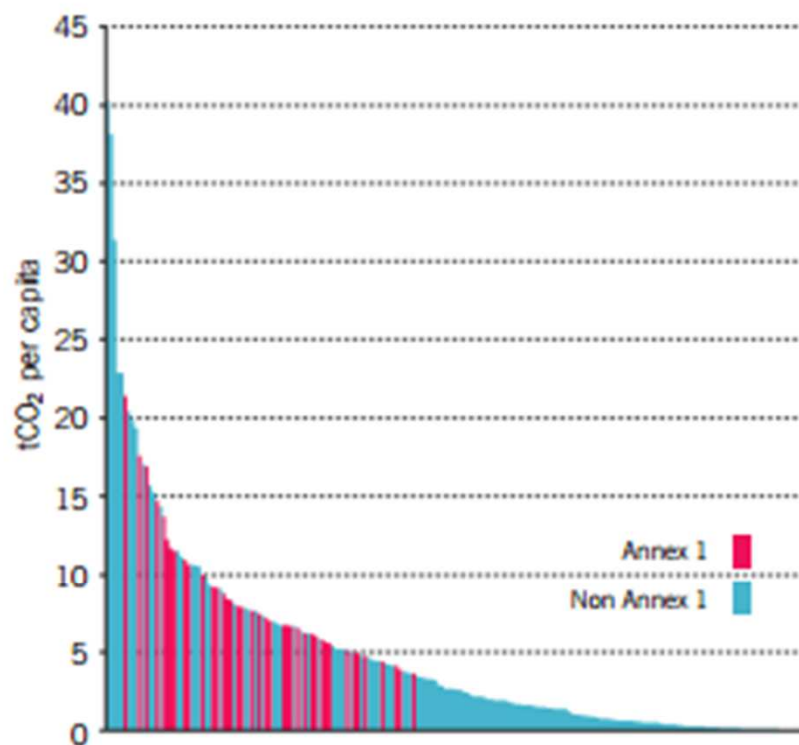
EN DIRECT DE LIMA – 3 DÉCEMBRE 2014 – ALEXANDRA DEPREZ //



Le groupe de négociation pour l'accord 2015 sur le changement climatique s'est réuni mardi à Lima. Dans l'ensemble, il n'y pas eu de rupture majeure dans les négociations, et après quelques querelles de procédure sur les méthodes de travail, les négociations sur le fond ont commencé.

Un monde qui bouge ... mais pas tellement

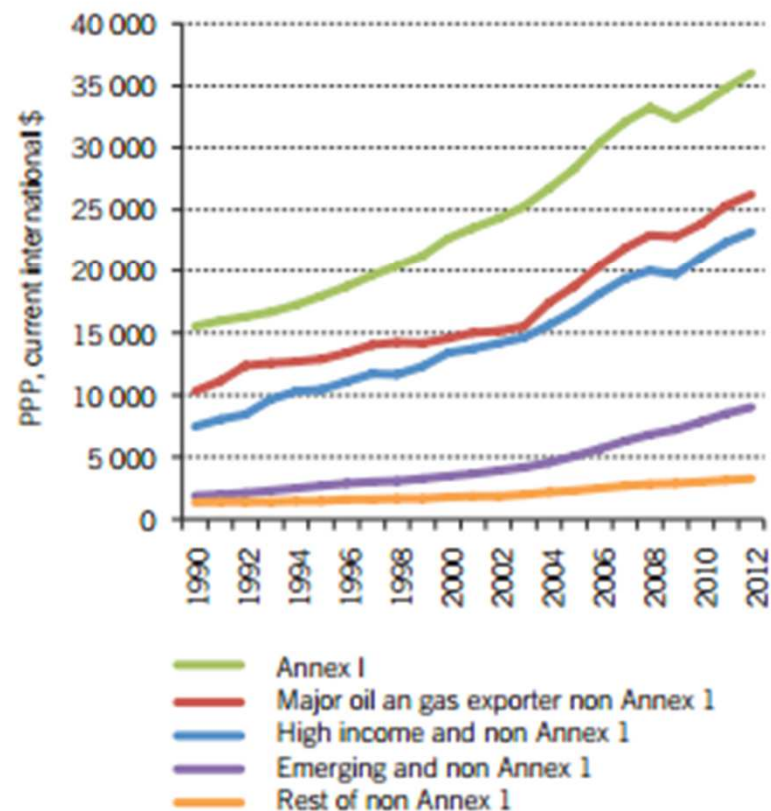
Figure 2. CO₂* per capita, 2010 (annex 1 in red, non-annex 1 in blue)



*CO₂ here only cover CO₂ emission from fossil fuel combustion

Source: World Bank data

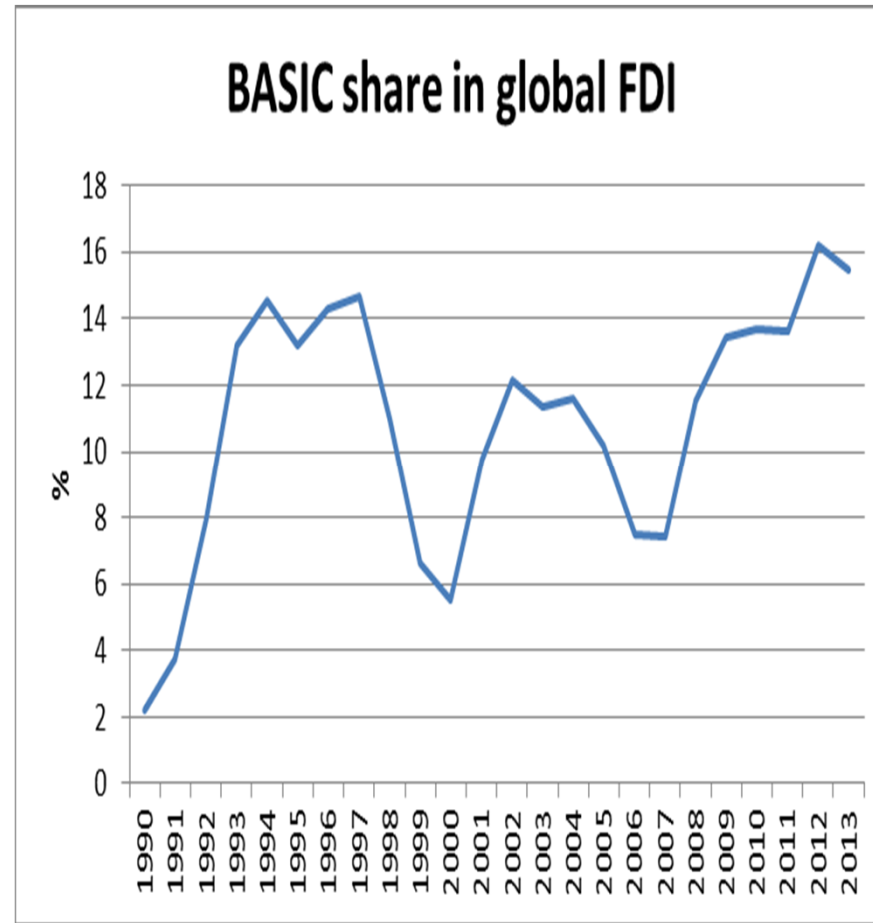
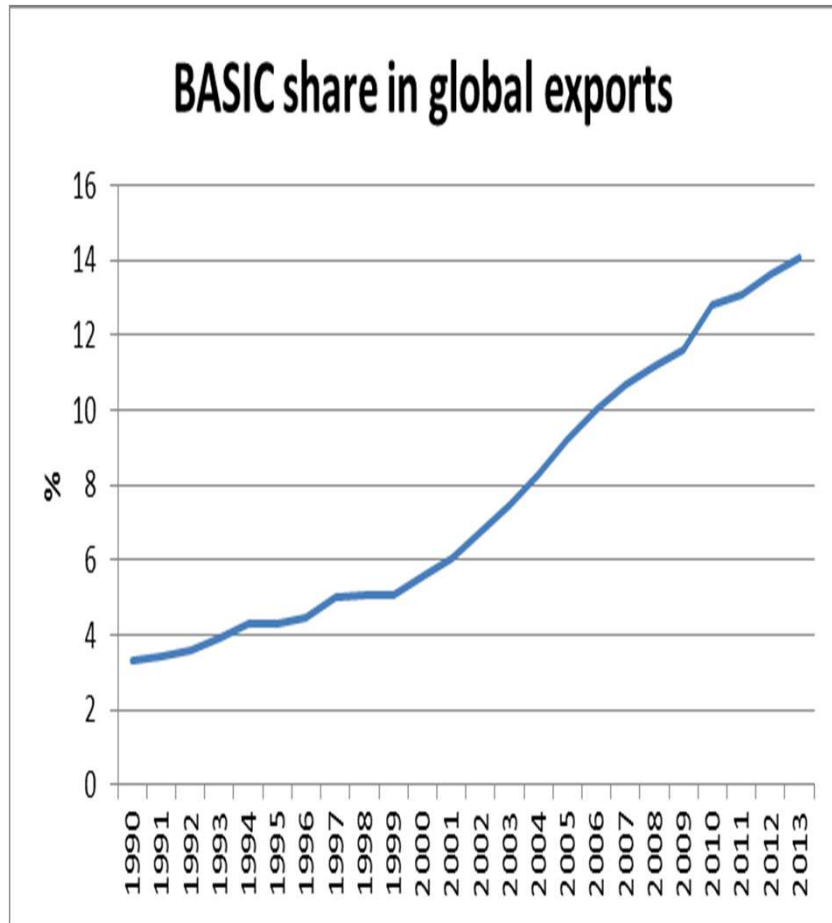
Figure 3. Average income per capita, PPP, 1990-2012*



* It should be noted that the World Bank database contains some gaps for national GDP figures. However, as these tend to be for smaller countries, it does not have a significant impact on the weighted average of different groups.

Source: World Bank data

Un monde qui bouge ... mais pas tellement



Entre le niveau national et international

15. The G20 must be at the forefront in helping to address key global economic challenges. **Global economic institutions need to be effective and representative, and to reflect the changing world economy.** We welcome the increased representation of emerging economies on the FSB and other actions to maintain its effectiveness. We are committed to maintaining a strong, quota-based and adequately resourced International Monetary Fund (IMF). We reaffirm our commitment in St Petersburg and in this light we are deeply disappointed with the continued delay in progressing the IMF quota and governance reforms agreed in 2010 and the 15th General Review of Quotas, including a new quota formula. The implementation of the 2010 reforms remains our highest priority for the IMF and **we urge the United States to ratify them.** If this does not happen by year-end, we ask the IMF to build on its existing work and stand ready with options for next steps.

Équité versus différenciation

Équité (objectif)

- Long-terme + dynamique
- Trajectoires de développement
- Convergence économique et d'émissions
- 2 degrés

Différenciation (moyen)

- Critères:
 - Responsabilité, capacité, besoin, égalité
- Éléments:
 - Atténuation, adaptation, finance, transparence, et forme (juridique)

Différentiation + ambition

3 visions:

1. Copenhague (2009) / pays émergents et en développement

- Condition préalable pour un accord ambitieux
- Moral, empirique et tactique

2. Durban (2011) / pays développés

- Echappatoire pour les pays émergents
- Système figé dans les Annexes

3. Lima? (2014)

- Différentiation comme condition préalable pour un accord plus ambitieux : éviter un accord au dénominateur le plus petit
- Différentiation au sien des pays développés

Dénominateur le plus petit

14. Agrees that the information to be provided by Parties communicating their intended nationally determined contributions, in order to facilitate clarity, transparency and understanding, **may include, as appropriate**, inter alia, quantifiable information on the reference point (including, as appropriate, a base year), time frames and/or periods for implementation, scope and coverage, planning processes, assumptions and methodological approaches including those for estimating and accounting for anthropogenic greenhouse gas emissions and, as appropriate, removals, and how the Party considers that its intended nationally determined contribution is fair and ambitious, in light of its national circumstances, and how it contributes towards achieving the objective of the Convention as set out in its Article 2;

Finance climat

- 40-120 milliards de dollars mobilisés nord-sud
- Dont environ 40-50 milliards publics, dont une grande partie de aide au developpement
- Des besoins d'environ 1000 trillion d'investissement 'climat' par an au niveau mondial.
- Mais un investissement globale de 18 trillion en 2013
- Manque de clarté sur le cadre finance dans le nouvel accord

Transparence dans l'accord de Cancun

- Accord non contraignant
- Donc system de transparence très 'doux'
- Avec une bifurcation entre pays développés et pays en développement
- Sans conséquences
- Et qui se repose beaucoup sur la bonne volonté des pays
- Qui permet de constater implicitement des soucis de mise en œuvre si les pays sont de bonne foi

- Grande question de Paris sur le renforcement et convergence de ce système

Entre le multilatéralisme et le bi et plurilateralisme

- L'accord US-Chine signifie une rupture significative avec la stratégie chinoise jusqu'à présent
- Il montre une volonté de prendre plus de responsabilité sur la gouvernance et brise 'la ligne' des pays émergents et en développement
- La Chine négocie sur un pied d'égalité avec les US.
- L'accord a aussi permis de résoudre les négociations à Lima en intégrant le concept de 'responsabilités communes mais différenciées en fonction des circonstances nationales'
- Mais il se pose la question:
 - Qui 'défend' les intérêts des pays vulnérables dans les négociations
 - Les pays vulnérables ont été les perdants des négociations en 2013 et 2014
 - Que trouveront-ils dans l'accord de Paris?

Comment faire la differentiation?

- Entre le marteau et l'enclume
- Impossibilite de renegocier les annexes
- Impossibilite de continuer avec une differentiation basee sur les annexes

- Differentiation par soi meme pour l'attenuation.
- Mais on continue avec une differentiation structurelle (finance, transparence, forme juridique)
- Comment faire?

- Par type de contribution
- Par participation dans d'autres forums?
- Etc.